

Brochure n° 3215

Convention collective nationale

IDCC : 1267. – PÂTISSERIE

AVENANT N° 64 DU 31 DÉCEMBRE 2008
RELATIF AU MAINTIEN DE RÉMUNÉRATION ET À LA PRÉVOYANCE

NOR : *ASET0950349M*

IDCC : 1267

Entre :

La confédération nationale de la pâtisserie, confiserie, glacerie de France ;
La confédération nationale des glaciers de France,

D'une part, et

La FGA-CFDT ;
La FGTA CGT-FO ;
La FNAF-CGT ;
La FNAA CFE-CGC ;
La CSFV-CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Modification de la garantie
« Maintien de la rémunération en cas de maladie ou d'accident »*

Conformément à l'article 5 de l'accord de modernisation du marché du travail du 11 janvier 2008 portant révision de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel relatif à la mensualisation du 10 décembre 1977, les partenaires sociaux réunis en commission paritaire ont souhaité modifier les conditions d'ancienneté de la garantie maintien de la rémunération en cas de maladie et d'accident.

L'article 44 de l'avenant n° 53 du 3 février 2005 à la convention collective de la pâtisserie décrivant cette garantie est modifié comme suit :

« L'ancienneté prise en compte pour permettre l'ouverture des droits à indemnisation s'établit à 1 an dans la profession. »

Cette modification est applicable à tous les événements postérieurs à la date d'effet du présent avenant.

Le niveau d'indemnisation reste inchangé.

Article 2

Modification de l'annexe sur le contrat de prévoyance

Il a été décidé de supprimer à l'article 3 de l'annexe sur le contrat de prévoyance les dispositions suivantes :

« seront également remboursés les 3 jours de congés dus en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant. »

Article 3

Date d'entrée en vigueur

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 4

Extension du présent avenant. – Publicité

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 du code du travail.

L'extension du présent avenant sera demandée en application des articles L. 2261-15, L. 2261-24 et L. 2261-25 du code du travail.

Article 5

Durée. – Révision. – Dénonciation

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra faire l'objet d'une révision à la demande de l'une ou de l'autre des parties signataires.

La révision pourra prendre effet dans les conditions visées aux articles L. 2222-5, L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail. L'accord pourra également être dénoncé par l'une des parties signataires moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Les modalités de dénonciation sont fixées aux articles L. 2222-6, L. 2261-9, L. 2261-10, L. 2261-11, L. 2261-13 et L. 2261-14 du code du travail. Toutefois, les nouvelles négociations devront être engagées dans le mois de la signification de la dénonciation.

Fait à Paris, le 31 décembre 2008.

(Suivent les signatures.)